

MASTER 2 DROIT DU TRAVAIL EXPERT

Résumé de la formation

Type de diplôme : MASTER 2

Domaine ministériel : Droit

Présentation

Le Master 2 Droit du Travail Expert (410 h) est sur deux ans. Cette formation est compatible avec l'activité professionnelle et permet de se former à son rythme, chez soi ou au travail. Elle est constituée de séquences de formation à distance d'une durée de 12 semaines se terminant par un regroupement en présentiel d'un jour et demi.

La formation à distance est de 66 % du volume horaire. Elle correspond à 3 heures par semaine (sur 6 semaines : consultations en ligne et 2 web-conférences).

Les regroupements sont d'un jour et demi toutes les 6 semaines (10 h, les jeudis de 16 h à 19 h et les vendredis de 8 h à 17 h) à Dijon.

Service commun de Formation Continue et par Alternance

université de Bourgogne

BP 27877- 21078 Dijon cedex

Tél. : 03.80.39.38.29#

 formation.continue-droit@u-bourgogne.fr

Contenu de la formation

1ère année


UE 1 Évolution du droit du travail (63h)

* Finalités du droit du travail

Plus d'infos

Crédits ECTS : 60

En savoir plus

Consulter le site web pour plus d'informations 

- * Évitement du droit du travail
- * Santé au travail

UE 2 Adaptation du droit du travail (42h)

- * Très Petites Entreprises
- * Droit du travail international

UE3 Veille juridique (40h)

UE4 Méthodologie et travaux collaboratifs (60h)

UE5 Mises en situation (dispense si expérience)

2nde année

UE 1 Évolution du droit du travail (42h)

- * Dialogue social
- * Éclatement des notions

UE 2 Adaptation du droit du travail (63h)

- * Réorganisations
- * Contentieux complexe
- * Droit pénal du travail

UE3 Veille juridique (40h)

UE4 Méthodologie et travaux collaboratifs (60h)

UE5 Mises en situation (dispense si expérience)

Aménagements particuliers

Il est possible de ne suivre que 5 modules thématiques sur 10 et de les valider sous la forme d'un Diplôme Universitaire de Droit du Travail Expert -120 h sur 12 à 18 mois).

Conditions d'accès

Le Master est accessible dans le cadre de la formation continue. Il faut justifier d'un statut, en cours de formation :

- d'actif en emploi (ex : salarié, profession libérale...) ;
- de stagiaire de la formation professionnelle ;
- ou de titulaire d'un contrat de travail comprenant des périodes de formation alternées en milieu professionnel (à compter de 2019-20 uniquement).

Droits de scolarité

Le coût du Master Droit du Travail Expert est de 5 600 € et de 2800 € en l'absence de prise en charge (tarifs 2019/20). Il s'y ajoute 243 € de droits d'inscription universitaire annuel (tarif 2019/20) ainsi que la Contribution de la Vie Étudiante et de Campus (CVEC) : 91 €.

Public cible

- salariés du secteur privé exerçant des métiers d'encadrement en ressources humaines ;
- avocats et conseils juridiques ;
- titulaires de mandats électifs dans des institutions représentatives du personnel, ou membres d'organisation syndicale ou professionnelle ;
- individuels qui disposent d'une expérience avérée ou d'un bon niveau de connaissance en droit social.

Pré-requis nécessaires

Bac+4 ou expérience avérée

La recevabilité des candidatures est de droit pour les titulaires d'une licence AES (mention AGE) ou droit (mention droit privé) ou d'un diplôme ou titre jugé équivalent et ayant validé une première année de master (bac+4). Dans les autres cas, les candidats peuvent postuler après avoir préalablement déposé une demande de validation d'acquis (articles D613-38 à 50 du code de l'éducation).

Pour la validation d'acquis, il est demandé un dossier (voir ci-contre) d'au plus 15 à 20 pages, avec :

- le détail de vos expériences de pratique en droit social (conseil, contentieux, négociation...) en précisant la qualité, le rôle et les fonctions exercés
- deux exemples (si possible un relevant des relations collectives), en précisant la problématique rencontrée, son traitement (aspects juridiques et non juridiques) et les conclusions en terme de compétences acquises.

Insertion professionnelle

Les compétences visées pour le Master sont les suivantes :

- * comprendre les évolutions principales du droit social (finalités, notions, tendances, pouvoirs...) et développer une approche réflexive ;
- * définir des stratégies juridiques normatives (négociation collective, gestion contractuelle...), judiciaires et en relations sociales (management, dialogue social...) ;
- * s'adapter aux situations spécifiques des structures (groupes, dimension transnationale, très petites entreprises...) et aux évolutions et enjeux de la vie économique et sociale (réorganisations, santé au travail...) ;
- * réaliser une veille juridique régulière ;
- * analyser des situations pratiques sous l'angle du droit social pour déduire et exposer des solutions juridiques appropriées, assurant la sécurisation juridique et privilégiant l'innovation et l'anticipation ;

- * rédiger un article sur une question de droit social appliqué, du point de vue d'un praticien ;
- * utiliser les outils numériques pour travailler de manière autonome ou en équipe en mode collaboratif.

Composante

Dijon : Université de Bourgogne